

Démocratie et perte de valeurs

L'incivisme est en passe de transformer nos villes en espaces de non-droit : des étudiants qui agressent leurs professeurs, des automobilistes, hommes et femmes, qui abusent du téléphone au volant, qui stationnent en plein milieu de la voie publique pour sortir faire leurs courses, du mobilier urbain et des équipements publics saccagés, une violence urbaine croissante, une prolifération des injures, des insultes, des grossièretés et de nombreuses autres formes d'incivisme.

Les villages n'échappent pas au fléau : les oueds sont inondés de sacs poubelles de toutes les couleurs et des dépotoirs d'ordures sont improvisés à l'entrée des petites bourgades.

Cécile Ernst, agrégée de sciences économiques et sociales, enseignante dans un lycée de Versailles, vient de publier *Bonjour madame, merci monsieur* (*), pour montrer combien la politesse et les règles de civilité sont nécessaires au bon fonctionnement de la démocratie et comment son affaiblissement provoque la multiplication des infractions et atteintes au droit et le retour à la loi du plus fort.

Elle expliquait récemment le pourquoi de la chose pour un pays comme la France : «Historiquement, la Révolution a marqué une rupture : les règles du savoir-vivre sont rejetées car assimilées à l'étiquette royale.

«Les révolutionnaires s'opposent aux usages anciens au nom de l'égalité. Saint-Just dira même que «la grossièreté est une sorte de résistance à l'oppression».

On retrouve exactement le même mécanisme dans la révolution bolchevique. C'est aussi au nom de l'égalité que des sociologues vont contester, dans les années 1960, des règles qui correspondent, selon eux, à des pratiques de castes. Dans une perspective marxiste, Pierre Bourdieu et ses successeurs vont s'efforcer de démontrer que la culture (le «capital culturel») est «un instrument de domination des classes dominantes sur les classes dominées». Cette dénonciation du rôle de la culture dans le phénomène de reproduction sociale va aboutir à la remise en cause des codes sociaux structurant nos sociétés, donc du savoir-

vivre. Ce faisant, cette contestation a mis à mal – pas toujours sciemment – le modèle républicain de l'honnête homme, la civilité».

Egalitarisme, populisme, féminisme ont fait le reste depuis Mai 68 avec l'avènement du credo : «Il est interdit d'interdire».

Tout au long du siècle écoulé, le monde aura vécu sous le joug d'une sorte de déphilopie, un barbarisme qui désigne «l'amour des pauvres et des déshérités» dont on connaît les conséquences, bonnes ou mauvaises, qu'il a produites sur l'issue du mouvement de libération nationale et sociale.

L'auteur de *Bonjour madame, merci monsieur* ajoute : «Ce qui est étonnant, c'est que ces hommes et ces femmes avaient des projets collectifs (je pense à l'écologie) mais qu'ils ont oublié le rôle fondateur de la loi : c'est la loi qui permet de vivre ensemble. Lacordaire avait raison de dire qu'entre le fort et le faible, c'est la loi qui libère et la liberté qui opprime.»

Ce à quoi s'ajoute aussi un excès de tolérance : «La tolérance est en soi une qualité mais elle est devenue un impératif. La société s'interdit de juger tout comportement. Elle valorise même les choix de vie qui ne sont pas dans la norme. Là encore, c'est une affaire de mesure. Au nom de la tolérance, on finit par accepter des comportements qui pourraient mettre en danger nos démocraties.»

Le salut semble provenir de la réhabilitation des valeurs originelles de la démocratie.

L'élection qui en est un acte élémentaire constitutif, nécessaire mais insuffisant, a une origine religieuse. Elire vient de éliger qui évoque l'idée de sélection, non de choix au hasard. La technique, ou l'instrument, est mise au point par les ordres religieux qui pratiquent l'élection avec succès et sans interruption depuis plus de mille ans. Dans le choix de leurs supérieurs, les ordres religieux ont, dès le VI^e siècle, recouru aux méthodes électorales les plus sophistiquées : vote secret, majorité simple, majorité qualifiée, etc. Ces techniques confortent le principe de sélection et non de choix au hasard : major pars (majorité) étant étroitement

associé à sanior pars ou major pars (partie la plus saine ou la meilleure).

Jefferson avait traduit cela de manière fort belle en 1801 en soutenant que la majorité «pour être légitime, doit être responsable».

Il est donc évident que politesse et démocratie sont étroitement liées : «La civilité, définie comme «les bonnes manières à l'égard d'autrui», est le fondement et le ciment d'une société démocratique. C'est l'oubli des règles de politesse qui explique le développement alarmant des «incivilités» : injures, graffitis, retards, tricheries... En ne les sanctionnant pas, on laisse les jeunes concernés s'enfermer dans une logique d'impunité qui leur donne progressivement un sentiment de toute-puissance. Et c'est ainsi que la loi du plus fort s'impose à l'école et dans l'espace public.»

La plus haute instance judiciaire française, la cour de cassation, vient de sévir en décidant que le salarié qui se bat avec un autre salarié commet une «faute grave» (**).

C'est une ferme décision que vient, en effet, d'édicter la chambre sociale de la cour de cassation en estimant que «sur le lieu de travail, la violence n'est pas permise et constitue même en l'absence de tout reproche antérieur un motif de licenciement».

En effet, les protagonistes d'une altercation physique sur le lieu de travail, tous deux reconnus coupables de violence par l'employeur, encourrent un licenciement.

Le fait, pour un salarié – même justifiant de 13 années d'ancienneté dans l'entreprise et même sans aucune sanction ni aucun reproche –, de participer à une «rixe» avec un autre salarié du parc d'attractions destiné aux jeunes enfants, qui s'est déroulée avec très peu de témoins et hors la présence des clients de l'entreprise, caractérise tout de même une faute grave.

Dans le même ordre d'idées et dans une autre décision récente (***), la cour de cassation a estimé qu'une mauvaise ambiance de travail et la tenue de propos agressifs et dévalorisants reconnus par l'employeur laissent présumer l'existence d'un harcèlement».



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Selon la cour de cassation, des propos agressifs et dévalorisants attestent de harcèlement moral. En l'espèce, la profération de propos tels que «vous me faites chier», «cela ne pourra jamais marcher avec vous car je ne vous ai pas choisis et je ne vous ai donc pas formés à mon image», ainsi que des propos dévalorisants et vulgaires («c'est un travail de merde», «sortez-vous les doigts du cul et allez bosser») sont condamnables au titre du harcèlement moral.

Une jurisprudence loin de toute complaisance. Elle devrait nous inspirer.

A. B.

(*) Cécile Ernst, *Bonjour madame, merci monsieur*. L'urgence de savoir vivre ensemble, JC Lattès, 192 pages.

(**) Cass / Soc. 20 octobre 2011 - pourvoi n°10-19249

(***) Cass / Soc. 29 septembre 2011 - pourvoi n°10-12722

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Hé ! Clocio ! Pourquoi tu ne resterais pas avec nous ?

Ras-de-marée islamiste en Egypte. Les Frères musulmans et les salafistes raffent la mise. C'était prévisible ! Rien ne va plus dans ce pays depuis ...

...qu'on les a battus 1 à 0 à Omdourman !

Moi, je conseille vivement aux autorités algériennes de prendre des dispositions urgentes ! En prévoyant de doubler, voire de tripler les capacités d'accueil de nos ports et aéroports. Parce que ça va être la déferlante ! Je suppose d'ailleurs que le ministre du Tourisme, ainsi que deux ou trois autres collègues du gouvernement, concernés collatéralement, doivent être sur le pied de guerre. Du moins je l'espère. Le Smig que l'on attend d'eux, c'est une cellule de crise, car si nous ne nous organisons pas, nous allons vite être débordés. S'agissant du ministère de Barkat, celui de la Solidarité, je ne m'inquiète pas trop. Ils ont une certaine expérience et peuvent en un laps de temps très court distribuer un nombre important de couffins de victuailles. Par contre, le ministère du Commerce devra faire preuve de célérité, de vigilance et de pragmatisme. Pas une goutte d'huile, pas un grain de sel ni de sucre ne doivent manquer face au ras-de-marée humain qui va nous submerger comme un tsunami dans quelques jours. Que dis-je ? Dans quelques heures tellement ce qui a été dit est énorme de conséquences. Et qu'est-ce qui a été dit ? D'abord, par qui ça a été dit ? Par le meilleur ami de l'Algérie. Oh ! Pas le plus connu d'entre les amis de notre pays, pas le plus ancien, mais le meilleur, assurément, depuis quelques heures seulement. Claude Guéant, ministre de l'Intérieur français. Il vient de nous offrir la plus formidable des promos. Après ça, si notre cote n'explose pas sur le guide du Routard, c'est que je ne m'y connais pas. Y a qu'un truc que je redoute suite aux déclarations enflammées de ce monsieur envers l'Algérie. C'est la jalousie des autres.

Guéant a décrit une Algérie tellement merveilleuse, tellement démocratique, tellement vertueuse, tellement douce à vivre, tellement à l'avant-garde des réformes arabes, tellement ouverte sur le monde et sur l'universalité, tellement bourrée de bonne volonté ruisselant du Palais, tellement en phase avec le progrès et le développement juste et équitable, tellement ancrée dans la modernité, tellement bio, tellement éco-environnementale, tellement... tellement que j'imagine d'ici la tête des Suédois, des Norvégiens, des Finlandais ou des Danois. Eux qui sont – avec d'autres – cités en exemples planétaires du bon-vivre vont virer au jaune après les déclarations fracassantes de Guéant sur notre bled. Je subodore certains crissements de dents et des soupçons de froncements de sourcils du côté de Stockholm, Oslo, Helsinki et Copenhague. Forcément ! Habituellement, ces pays occupent sans discontinuer le haut du classement mondial du Bon-Vivre. Et aujourd'hui, ils vont devoir s'habituer à voir l'Algérie bousculer leur hégémonie sur le bonheur. Du coup, je n'écarte pas l'hypothèse de voir carrément débarquer de gros bataillons de Vikings chez nous ! Eh oui ! Pourquoi ne pas profiter du meilleur, du must en la matière, l'Algérie labellisée ces dernières heures par Guéant pays phare de la joie de vivre planétaire ? Je me demande d'ailleurs pourquoi personne ici n'a proposé au ministre français de rester. De rester définitivement, je veux dire ! Ben oui ! Il y sera tout de même mieux qu'en France, pays du chômage galopant, des délocalisations sauvages, de la violence à la kalachnikov, des alloc' retirées aux parents d'enfants absentéistes, de Marine Le Pen, d'Eric Zemmour ou des SDF qui meurent de froid sous la vitrine des magasins Lafayette. Allez, Claude ! Reviens ! Wallah qu'on te fera une place dans notre paradis ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.